



HAL
open science

L'idée européenne dans *Esprit* et *Les Temps modernes* : penser ou construire l'Europe ? Idéalisme intellectuel et refus du réalisme (1945-1954)

Stève Bessac-Vaure

► To cite this version:

Stève Bessac-Vaure. L'idée européenne dans *Esprit* et *Les Temps modernes* : penser ou construire l'Europe ? Idéalisme intellectuel et refus du réalisme (1945-1954). *Siècles : Cahier du centre d'histoire "Espaces et cultures"*, 2015, Unir et construire l'Europe, 41. hal-01865636

HAL Id: hal-01865636

<https://uca.hal.science/hal-01865636>

Submitted on 31 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'idée européenne dans *Esprit* et *Les Temps modernes* : penser ou construire l'Europe ? Idéalisme intellectuel et refus du réalisme (1945-1954)

The European Idea in Esprit and Les Temps Modernes : Thinking or Building Europe? Intellectual Idealism and Refusal of Realism (1945-1954)

Stève Bessac-Vaure

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2635>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Stève Bessac-Vaure, « L'idée européenne dans *Esprit* et *Les Temps modernes* : penser ou construire l'Europe ? Idéalisme intellectuel et refus du réalisme (1945-1954) », *Siècles* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 12 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2635>

Ce document a été généré automatiquement le 12 juillet 2018.

Tous droits réservés

L'idée européenne dans *Esprit* et *Les Temps modernes* : penser ou construire l'Europe ? Idéalisme intellectuel et refus du réalisme (1945-1954)

The European Idea in Esprit and Les Temps Modernes : Thinking or Building Europe? Intellectual Idealism and Refusal of Realism (1945-1954)

Stève Bessac-Vaure

- 1 « À la défaite de l'Allemagne, en 1945, l'«Europe», en France, est une idée interdite. Chez tous ceux qui ont connu l'Occupation, l'espérance se situe outre-Atlantique ou bien à l'Est, où la lueur est plus forte que jamais¹ », écrit Marc Ferro, préfaçant l'édition, sous le titre *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, des cours donnés au collège de France en 1944 et 1945 par Lucien Febvre. Toutefois, à l'instar de ce dernier, dès l'après-guerre, des intellectuels français s'intéressent à l'idée européenne avec la volonté d'unifier une « Europe » aux antipodes de l'Europe nazie. Parmi eux se comptent les collaborateurs d'*Esprit* et des *Temps modernes*, deux revues situées dans la gauche non-communiste aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. L'intérêt des hommes de lettres français pour l'« Europe » comme idée n'est pas nouveau. Il remonte au moins au XIX^e siècle. Dans l'entre-deux-guerres, cette attention s'accroît comme l'illustre la revue communiste éponyme *Europe*². C'est dans ce contexte intellectuel qu'est fondée la revue *Esprit* en 1932. D'emblée, le mensuel personnaliste se veut paneuropéen, accueillant notamment des collaborateurs de différentes nationalités européennes. La revue est également secondée par un mouvement dont certains groupes se trouvent à Bruxelles, Gand, Bâle, Rome ou Naples³. *Les Temps modernes*, fondés en 1945, épousent cette même position pro-européenne. Les deux revues partagent aussi une même ligne politique, le neutralisme qui allie pacifisme, socialisme démocratique et indépendance. Ce choix politique est d'ailleurs influencé par leur philosophie commune, l'existentialisme, dans une version athée en ce qui concerne

Les Temps modernes, la revue dirigée par Jean-Paul Sartre, et dans une version d'inspiration chrétienne pour ce qui est d'*Esprit*, la publication cofondée par Emmanuel Mounier. Quelle est la position de ces deux revues pro-européennes à leurs débuts face à la construction européenne telle qu'elle se déroule de 1945 à 1954, dans un contexte marqué par l'émergence de la Guerre froide ? Le rapport différent à la religion qu'entretiennent les intellectuels des deux revues conduit-il à une vision divergente de l'Europe ? Pour répondre à ces questions, nous prenons en compte les propos publics tenus par les deux principaux intellectuels des *Temps modernes*, Jean-Paul Sartre et Maurice Merleau-Ponty⁴, ainsi que l'ensemble des articles sur l'« Europe » publiés dans *Les Temps modernes* et dans *Esprit*, soit respectivement une demi-douzaine et une vingtaine d'articles pour la période allant de 1945 à 1954. L'attention portée par la revue personnaliste à cette thématique est d'une part plus soutenue avec la publication d'un numéro spécial en novembre 1948 et, d'autre part, plus continue. En effet, alors que *Les Temps modernes* sont quasiment muets entre 1948-1949 et 1953-1954, entre le plan Marshall et le rejet de la CED, *Esprit* maintient un intérêt visible pour la question européenne. Cette différence de traitement relève sans doute du rapport des collaborateurs des revues à la religion puisque les milieux chrétiens européens – notamment les démocrates-chrétiens – sont davantage sur le devant de la scène. Les collaborateurs d'*Esprit* doivent alors rendre compte de cette activité à leur lectorat, essentiellement composé de chrétiens de gauche, ainsi que prendre position par rapport à ces initiatives. Toutefois, c'est une des rares fois où le caractère confessionnel ou non des revues semble influencer sur le rapport à l'Europe.

Des principes pro-européens (1945-1949)

L'Europe, un socle de valeurs

- 2 Dès 1945-1946, les collaborateurs des *Temps modernes* et d'*Esprit* adoptent une position pro-européenne. Pour eux, l'« Europe » n'est pas une façon de tourner la page de la Seconde Guerre mondiale et du nazisme, thématiques qui restent très présentes dans les deux mensuels, mais de s'opposer à cette période en détruisant les germes de nationalisme. Ainsi, en septembre 1946, lors des Rencontres internationales de Genève, Maurice Merleau-Ponty déclare qu'il souhaite une « Europe en acte et non pas en représentation », c'est-à-dire que les personnes ne se disent pas seulement « Européennes » mais que le caractère « européen » soit un mode d'existence, une nouvelle identité à part entière, « un mode de relation entre l'homme et la nature ou entre l'homme et les autres hommes⁵ ». Le philosophe propose alors une Europe éthique, Europe qui repose sur un socle de valeurs. Cela fait écho à l'idée européenne défendue par les intellectuels dans l'entre-deux-guerres et notamment au *Discours à la nation européenne* (1933) de Julien Benda qui insiste sur la dimension morale de la construction européenne⁶. Les intellectuels des *Temps modernes* et d'*Esprit* mettent en avant un système de valeurs. En premier lieu vient le pacifisme, l'Europe étant, à leurs yeux, le meilleur moyen de garantir la paix. Cela ressort particulièrement du « Premier appel à l'opinion internationale » de novembre 1947. Ce texte, signé par de nombreux collaborateurs des *Temps modernes* et d'*Esprit*⁷, n'est publié que dans la revue personnaliste, Maurice Merleau-Ponty, alors proche des communistes, refusant de la faire paraître dans *Les Temps modernes* afin d'éviter toute tension avec ces derniers⁸. L'idée principale est de

parvenir à une « union » européenne afin d'éviter une « troisième guerre mondiale », crainte omniprésente chez les collaborateurs des deux publications : « La première vocation de l'Europe, c'est de faire que la troisième guerre mondiale ne soit pas⁹ », poursuit Emmanuel Mounier. Le pacifisme mis en avant n'est pas un pacifisme intégral, celui-ci étant déconsidéré après les événements des années 1930 et de la guerre mondiale¹⁰. D'ailleurs, les intellectuels neutralistes anticipent toute critique de ce type¹¹ :

« Qu'on ne vienne pas nous faire le chantage du réalisme. Le réalisme a pu se trouver du côté de la guerre, avant l'âge atomique. Il est aujourd'hui contre toute guerre¹². »

3 Il y a alors une prise en compte de la nouvelle donne géopolitique avec l'apparition de l'arme atomique. L'Europe doit également être socialiste pour les collaborateurs des *Temps modernes* et d'*Esprit*. Toutefois, il ne s'agit pas d'un socialisme sur le modèle soviétique mais d'un « socialisme démocratique¹³ ». Ainsi, l'Europe qu'ils appellent de leurs vœux « requiert une révolution socialiste et le remplacement de la propriété privée par la propriété collective réelle¹⁴ ». Derrière la critique sous-jacente de l'URSS émerge un système économique propre. Ainsi, les intellectuels neutralistes des deux revues envisagent « l'Europe contre les hégémonies », reprenant une expression d'Emmanuel Mounier forgée durant l'entre-deux-guerres : un monde « tripolaire », chaque pôle correspondant à un système économique avec l'idée d'un gradient permettant d'atténuer les chocs. Entre le communisme soviétique et le capitalisme états-unien, l'Europe socialiste serait alors un troisième modèle, un juste milieu vecteur de paix. Des principes généraux d'économie sont avancés¹⁵ : l'Europe doit adopter une économie planifiée, supprimer les intérêts capitalistes et les barrières douanières afin de créer une « unité économique. »

4 Jean-William Lapierre, sociologue du pouvoir qui écrit dans *Esprit*, résume bien la substance de l'idée européenne des deux revues :

« Seule une politique de résistance concertée et fermée à la pression américaine, de bonne utilisation des crédits pour la modernisation et l'équipement, et d'effort productif, de transformation hardie des structures économiques et sociales dans le sens d'un socialisme démocratique, peut permettre aux peuples européens de sauvegarder à la fois la paix et leur liberté¹⁶. »

5 Les collaborateurs des *Temps modernes* et d'*Esprit* assimilent donc l'Europe à un ensemble de valeurs qui constituent le neutralisme d'après-guerre : la paix, le socialisme, la démocratie et l'indépendance, l'Europe devant former un troisième bloc. Mais ces valeurs sont déjà celles mises en avant par les intellectuels français dans l'entre-deux-guerres, l'idée européenne connaissant donc une certaine continuité au-delà de la rupture que constitue le deuxième conflit mondial.

Une Europe universelle ?

6 Les collaborateurs des *Temps modernes* et d'*Esprit* définissent donc l'idée européenne comme un ensemble de valeurs à portée universelle. Cet universalisme apparaît notamment à propos de la question des frontières de l'« Europe¹⁷ ». D'emblée, ces intellectuels français précisent que l'« Europe » ne doit pas rassembler qu'une partie du continent, partie qui serait dressée contre l'autre. En effet, si les collaborateurs des deux revues perçoivent l'URSS comme une entité exogène à l'« Europe », à l'inverse, les pays de l'Est leur semblent être de potentiels partenaires européens. C'est notamment le cas de la Pologne qualifiée de « pays de référence¹⁸ » par Emmanuel Mounier qui s'y rend en 1946.

Après ce voyage, *Esprit* entretient des relations suivies avec des Polonais, ce qui se traduit par l'envoi de textes¹⁹ ou par d'autres voyages, Jean-Marie Domenach se rendant de nouveau en Pologne en 1954²⁰.

- 7 Mais les frontières de l'« Europe » sont encore plus vastes que le seul continent ; c'est une « Europe sans rivages » pour reprendre le titre éponyme d'un ouvrage de François Perroux (1954). Henri Bartoli, qui fait le compte rendu de ce livre « admirable²¹ » dans *Esprit*, définit l'Europe comme « une œuvre qu'aucun espace géographique ne borne, ni ne contient. Enfermer l'Europe dans un espace clos, c'est vouloir renoncer à sa vocation²² ». Les intellectuels des *Temps modernes* et d'*Esprit* regroupés dans le « Premier appel à l'opinion internationale » veulent donc construire une Europe sans autres frontières que celles des valeurs européennes. Cette dernière peut alors englober l'Afrique, représentée dans les revues par Léopold Sédar Senghor, signataire du « Premier appel à l'opinion internationale ». Mais il ne s'agit pas de l'Afrique comprise dans l'Union africaine et dans le *Commonwealth* mais d'une Afrique décolonisée, la colonisation apparaissant comme antagoniste avec les valeurs qui font l'essence de l'idée européenne. Toutefois, l'universalisme de l'Europe n'est jamais lié à l'universalisme chrétien. Dans *Esprit* notamment, la question religieuse n'est jamais abordée. L'« appel à l'opinion internationale » se termine sur ces mots :

« Notre appel ne s'adresse donc pas seulement ni surtout aux Français, mais par-delà les frontières, à toutes les forces démocratiques et sociales du monde pour leur demander de se regrouper et de reprendre par-delà leurs divisions et ces nationalismes exaspérés qui dissimulent mal l'action occulte de puissances étrangères, la tradition internationale qui doit être inséparable du socialisme, et qui est le seul moyen d'assurer la paix²³. »

- 8 Cette phrase conclusive, récapitulant ce que représente l'idée européenne aux yeux des intellectuels d'*Esprit* et des *Temps modernes*, montre que celle-ci a une portée universelle ; c'est un internationalisme. Mais au cœur de cet universalisme se trouve l'Europe et plus particulièrement la France. D'ailleurs, *Esprit* et *Les Temps modernes*, deux revues pourtant ouvertes sur le monde, ayant des collaborateurs étrangers, ne leur donnent pas la parole à propos de la question européenne. La France et, en premier lieu, ses intellectuels jouent un rôle moteur.

Une Europe régénératrice ?

- 9 Dans la continuité de la pensée européenne de l'entre-deux-guerres²⁴, l'Europe doit permettre de lutter contre le déclin du continent après la Seconde Guerre mondiale. Cela se fait par le biais des intellectuels qui ont une fonction de médiateurs comme le souligne Emmanuel Mounier :

« Puisse en tous pays une milice d'intellectuels décidés de soutenir le réveil de l'instinct des peuples, cet instinct sûr mais lent, [...] emporter la seule victoire préventive qui ne laisse point de ruines²⁵. »

- 10 Ce rôle social de l'intellectuel se concrétise par la fondation, en février 1948, du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), parti pro-européen qui milite pour « une libre fédération démocratique révolutionnaire des peuples ». Ce groupement d'intellectuels rassemble de nombreux collaborateurs des *Temps modernes* et d'*Esprit* de février 1948 à l'été 1949²⁶. Le RDR met surtout l'accent sur la jeunesse européenne qui apparaît être une force motrice pour la construction européenne et un vecteur de régénération pour l'Europe post-1945. La jeunesse, en tant que groupe social libéré du

poids du passé, peut davantage définir le monde à venir en affirmant son *existence*. Ainsi, le bulletin du mouvement *La Gauche-RDR* (16-30 juin 1948) proclame :

« En faisant l'Europe, la jeunesse fera la démocratie. C'est par la constitution d'une fédération, par l'ébranlement d'un mouvement qui dépassera toutes les frontières que la jeunesse européenne pourra avoir enfin SON avenir, SA paix et SA vérité²⁷. »

- 11 Mais l'Europe apparaît aussi comme un moyen de régénérer la culture européenne et en premier lieu la littérature. Cet aspect de l'Europe est davantage souligné par Sartre et les collaborateurs des *Temps modernes*, plus ouverts à la littérature qu'*Esprit*. Dans son article-manifeste sur la littérature, « Qu'est-ce que la littérature ? », le directeur des *Temps modernes* considère que l'Europe peut être salvatrice pour la littérature :

« L'Europe socialiste [...] est à faire [...] les chances de la littérature sont liées à l'avènement d'une Europe socialiste, c'est-à-dire d'un groupe d'États à structure démocratique et collectiviste, dont chacun serait, en attendant mieux, dessaisi d'une partie de sa souveraineté au profit de l'ensemble²⁸. »

- 12 Sartre défend aussi cette idée dans « Défense de la culture française par la culture européenne²⁹ » : il renverse alors le « paradoxe d'Iéna » selon lequel la philosophie allemande doit son essor à la défaite prussienne de 1806 pour privilégier une lecture marxisante. Pour Sartre, le rehaussement de la littérature dépend des conditions sociopolitiques de l'Europe.
- 13 Les intellectuels des *Temps modernes* et d'*Esprit* partagent donc une même vision de l'« Europe » qui prend ses racines dans l'héritage intellectuel de l'entre-deux-guerres. Elle est définie comme une idée platonicienne vertueuse et, à ce titre, doit être promue. Or, avec les débuts de la construction européenne, leurs positions sont plus ambivalentes, leur idée ne s'incarnant pas, ne se traduisant pas concrètement.

Entre incertitude et ambivalence : les débuts de la construction européenne (1948-1951)

Le Plan Marshall

- 14 Les débuts de la construction européenne interrogent les intellectuels des deux revues et les laissent dans une posture d'incertitude particulièrement visible au moment du Plan Marshall. Bien qu'ils défendent une Europe distincte de l'URSS et des États-Unis, les neutralistes sont plutôt favorables à cette aide financière américaine qui permet de relever économiquement l'Europe. Leur position est alors éloignée de celle des communistes qui rejettent en bloc ce Plan. D'ailleurs, le refus catégorique et précoce de l'URSS est critiqué par un collaborateur d'*Esprit* en juillet 1947. Toutefois, une certaine méfiance accompagne cette acceptation, le Plan Marshall étant perçu comme un moyen de « faire passer la pilule » de la doctrine Truman considérée par les collaborateurs des *Temps modernes* et d'*Esprit* comme une politique belliciste³⁰. Les intellectuels neutralistes adoptent donc une position intermédiaire, entre Aron et Aragon³¹. L'argumentation est la même dans les deux revues. Ainsi, un éditorial signé T. M. – c'est-à-dire probablement de Merleau-Ponty – considère que le Plan Marshall n'est pas impérialiste et qu'il répond à la nécessité pour les États-Unis de lier leur économie à celle des autres pays développés. C'est une cause interne, permettre la continuation de la consommation américaine, qui justifie cette aide extérieure aux yeux du philosophe français. En cela, le Plan ne peut pas être repoussé frontalement, d'autant plus qu'il peut permettre de donner un essor à

l'Europe. Par contre, « il établit l'*imperium*³² » pour Merleau-Ponty et, à ce titre, mérite des réserves. Ainsi, ce n'est pas l'aide américaine en elle-même qui est visée mais l'utilisation impérialiste à laquelle elle peut conduire. Emmanuel Mounier résume alors la position de ces intellectuels français :

« Nous disions oui à une aide technique qui laisserait l'Europe politiquement et stratégiquement indépendante. Nous disions non à toute tentative de dévier ce plan vers l'organisation économique et militaire d'un bastion stratégique³³. »

- 15 Rapidement, face au constat d'échec des pays européens à se réapproprié de manière autonome cette aide extérieure et face à l'émergence d'un « grand schisme » (Raymond Aron) sur le continent, les collaborateurs des revues existentialistes déchantent. L'orientation de l'Europe, neutraliste entre les deux blocs ou fédéraliste pro-américaine, est alors en jeu.

Neutralisme contre fédéralisme

- 16 Dans les années 1945-1947, les collaborateurs des deux revues emploient le terme de fédéralisme et beaucoup, à l'instar de Sartre, acceptent que les États soient « dessaisis d'une partie de [leur] souveraineté au profit de l'ensemble. » Toutefois, dès que le fédéralisme européen est défini par des mouvements politiques, les intellectuels des *Temps modernes* mais surtout d'*Esprit* prennent leurs distances avec ce terme. En effet, le mensuel dirigé par Emmanuel Mounier s'intéresse de beaucoup plus près aux fédéralismes européens que la publication placée sous l'égide de Sartre. Cela est dû au fait que des anciens d'*Esprit*, voire certains de ses collaborateurs du moment, participent à ces mouvements, à l'instar de Denis de Rougemont, qualifié de « théoricien. » De même, la présence d'Henri Brugmans, « un des directeurs du mouvement personnaliste hollandais », est soulignée. *Esprit* ouvre également ses pages à des représentants du fédéralisme européen – Bernard Voyenne par exemple –, qui peuvent alors s'adresser directement aux lecteurs de la revue³⁴. Toutefois, la revue cofondée par Mounier leur accorde relativement peu de place. *Esprit* souhaite « informer [ses] lecteurs sur les mouvements fédéralistes » mais ne pas s'y identifier. D'ailleurs, une distance est explicitement prise avec ces fédéralistes un temps proches d'*Esprit*. Jean-Marie Domenach écrit alors qu'il ne « suspect[e] nullement la pureté d'intentions » de Rougemont mais qu'il considère que les fédéralistes servent « les pires réalistes et march[ent] main dans la main de leurs ennemis³⁵ », avant d'ajouter :

« Au sein de mêmes comités voisinent des fédéralistes proudhoniens comme Alexandre Marc et des hommes comme M. Larmeroux, président de l'association des propriétaires fonciers d'Europe, actuel président du Mouvement des États-Unis du Monde. De curieuses alliances s'ébauchent entre capitalistes et révolutionnaires, anciens vichystes et anciens résistants – unionistes et fédéralistes confondus : ils ont tous en commun, disent-ils, le même amour de l'Europe. En réalité, ils ont tous en commun d'abord la haine du communisme³⁶. »

- 17 Le proche de Mounier dénonce donc les collusions et l'anticommunisme de l'Europe en gestation dans un contexte de Guerre froide émergente.
- 18 D'emblée, et sans équivoque, les membres de la revue personnaliste s'opposent alors aux « unionistes » considérés comme étant de droite et dont la figure de proue est Churchill. Leur position par rapport aux fédéralistes est plus nuancée. Ils distinguent d'abord les « francs-tireurs du fédéralisme ou partisans d'un fédéralisme mondial » comme Léo Hamon, des fédéralistes dits « classiques » tels que Voyenne, Brugmans, Rougemont. Une

certaine sympathie émerge pour les premiers, alors que les prises de position des seconds sont dénoncées et notamment le fait de construire une « petite Europe » : « L'Europe, contre la plupart des fédéralistes, nous la revendiquons dans sa plénitude³⁷ », écrit Domenach. Par ailleurs, ce dernier considère que le fédéralisme européen est « incompatible » avec le socialisme. Ainsi, une opposition de fond apparaît entre le fédéralisme, pro-occidental, qui façonne l'Europe à partir de la fin des années 1940 et le neutralisme qui, aux yeux des intellectuels des *Temps modernes* et d'*Esprit*, devrait être l'idéologie génitrice de l'Europe. Une autre voie est donc privilégiée pour construire l'Europe. Pour *Esprit*, cette divergence est aussi une différence de fond avec le parti démocrate-chrétien français, le MRP (Mouvement Républicain Populaire)³⁸.

- 19 En 1951, Jean Baboulène écrit encore qu'« il semblerait [...] que dans l'instant présent, l'Europe ne puisse se définir et se construire que par opposition au Pacte atlantique, c'est-à-dire dans le neutralisme³⁹ ». Une telle conclusion est liée aux jugements portés sur les premières étapes concrètes de la construction européenne fédéraliste.

Les jugements d'*Esprit* face aux premières étapes de la construction européenne

- 20 De 1948 à 1954, *Les Temps modernes* se désintéressent totalement de certaines étapes de la construction européenne, n'évoquant ni le Conseil de l'Europe, ni le Conseil des ministres, ni l'Assemblée européenne, ni la Cour de justice, ni la Haute Autorité, ni la CECA. Cela dénote plus un désintérêt qu'une hostilité, les collaborateurs de la revue dirigée par Sartre écrivant, au contraire, pour lutter contre les projets auxquels ils sont hostiles.
- 21 À l'inverse, *Esprit* s'intéresse à de nombreuses mesures. Ainsi, un article évoque la création du Conseil de l'Europe et sa réunion à Strasbourg. Le jugement d'Arnold Mandel sur cette institution est sans appel :
- « Peut-être qu'un jour ma ville natale deviendra vraiment la capitale d'une Europe "convenable" au lieu d'être le siège des comices de l'humiliation et de la futilité⁴⁰. »
- 22 De même, Charles Ronsac commente les premières unions douanières. Pour lui, le Benelux, accord pour une union douanière passé à Londres en 1944 et ratifié seulement en 1947 par le parlement belge, est insatisfaisant de même que l'union douanière « Francital » entre la France et l'Italie⁴¹. Les premières étapes économiques de la construction européenne génèrent donc de la déception chez les collaborateurs de la revue personnaliste. Au contraire, sous la plume d'Alain Berger, les jugements à propos du Plan Schuman et de la CECA sont plutôt positifs⁴². Bien qu'il fasse d'abord le lien entre l'acier et les canons, le collaborateur d'*Esprit* souligne ensuite l'effet d'entraînement (*spillover*) en reprenant l'argumentaire des concepteurs du projet : « Les promoteurs du Plan, M. Schuman et M. Monnet, ont à diverses reprises insisté sur le fait que le but ultime du plan français était, par une "action immédiate sur un point limité mais décisif", de jeter les bases d'une Fédération européenne, indispensable au développement économique de cette partie du monde et au maintien de la paix⁴³ », autrement dit conforme au rôle que les intellectuels neutralistes attribuent à l'Europe. Deux ans plus tard, Alain Berger souligne le succès de l'entreprise – « L'Europe est sortie des limbes » – et souhaite que « l'intégration économique » poursuive son cours. Aux yeux du collaborateur de la revue dirigée alors par Jean-Marie Domenach, la CECA apparaît comme une machine irréversible dont il faut se servir dans l'intérêt des travailleurs⁴⁴. Son directeur, quant à lui, a un avis un peu plus nuancé, symbolique des hésitations qui

parcourent *Esprit* à ce moment⁴⁵. En effet, il défend les « excellentes raisons » qui ont contribué à fonder la CECA mais précise que « l'Europe des Six, concevable comme association du charbon et d'acier, est un non-sens comme unité économique autarcique et doit être rejetée comme unité politique artificiellement fabriquée dans le cadre atlantique⁴⁶ ». Domenach choisit alors de parler de « fausse Europe. » Les membres d'*Esprit* sont donc assez réservés envers les premières étapes de la construction européenne. Toutefois, dans leurs articles, on ne trouve pas de réflexions sur les formes institutionnelles que devrait prendre leur projet.

Le refus de l'« Europe réaliste » (1949-1954)

L'ennemi : la technocratie

- 23 Les collaborateurs d'*Esprit* et des *Temps modernes* prennent donc leurs distances avec la construction européenne, émettant des critiques ou s'en désintéressant. Cela est surtout dû au refus de l'« Europe réaliste » telle qu'elle est faite par les technocrates. Pour Jean-Marie Domenach, l'Europe est le fruit de cette catégorie sociale, qui est en concurrence avec les intellectuels. Il tance alors « la technocratie qui s'installe à Luxembourg⁴⁷ ». Il s'agit d'une forme de perpétuation du « désordre établi » dénoncé par Emmanuel Mounier dans les années 1930 :

« Il n'y avait pas que des révolutionnaires et des “non-conformistes” à La Haye, mais aussi douze anciens présidents du Conseil, soixante ministres et anciens ministres ; et le quart des délégués appartenait à des Parlements européens⁴⁸. »

- 24 Ainsi, la régénération souhaitée avec la construction européenne n'a pas lieu, du moins politiquement. Une importante défiance se manifeste à l'égard des initiatives gouvernementales. Lors d'un meeting du RDR en décembre 1948, Jean-Paul Sartre déclare :

« Les hommes qui sont devant vous croient en l'Europe [...]. Toute tentative pour unifier l'Europe, quand elle vient de la part des gouvernements ou des hommes en place est suspecte et précisément à cause de cela car nous pensons tout d'abord que c'est par l'union des masses européennes, des éléments progressistes d'Europe que cette unité européenne doit commencer⁴⁹. »

- 25 Une profonde dichotomie apparaît donc dans le discours des intellectuels neutralistes : opposition entre les petits et les grands, entre les peuples européens et les gouvernements, entre les intellectuels représentants des premiers et les technocrates issus des seconds. Les collaborateurs des deux revues se prononcent pour une Europe construite par le bas où « tout citoyen d'un pays européen » a un rôle à jouer. Ils sont alors particulièrement hostiles au mode d'élection des instances européennes puisqu'en suivant les lois électorales propres à chaque pays au lieu de créer des élections supranationales, les communistes sont évincés de ces institutions du fait des apparentements. Domenach reproche à l'Europe d'exclure « les représentants les plus qualifiés des classes ouvrières française et italienne⁵⁰ », c'est-à-dire le PCF et le PCI, qui représentent environ un quart de l'électorat dans chacun des deux pays. Toutefois, la critique d'une Europe technocratique n'est pas propre aux intellectuels de ces deux revues, Raymond Aron partageant cet avis bien qu'il soit favorable à cette Europe atlantiste.

La CED ou la grande trahison

- 26 De 1945 à 1954, le moment de la construction européenne qui mobilise le plus les collaborateurs des *Temps modernes* et, dans une moindre mesure, d'*Esprit*, est le projet d'armée européenne ou de Communauté européenne de Défense (CED). Dans un premier temps, le traité de Paris du 27 mai 1952 instituant la CED n'est pas commenté. Ce n'est qu'à l'hiver 1953-1954 que les intellectuels des deux revues prennent position, pendant le processus de ratification.
- 27 *Les Temps modernes* et *Esprit* ne sont qu'une partie des adversaires de la CED, dans ce que Raymond Aron a appelé, non sans exagération, « l'affaire Dreyfus de la IV^e République⁵¹ ». Dans le champ intellectuel, la presse de droite (hormis *Le Rassemblement*, gaulliste) est globalement favorable à la CED comme *Le Figaro*, *Le Populaire*, *La Croix*, *Les Échos*⁵². À l'inverse, la presse communiste (*L'Humanité*, etc.) mais également *Combat*, *France-Observateur* sont contre. *Le Monde*, *L'Express*, *Témoignage Chrétien* et *Preuves* sont mitigés mais le premier avec Hubert Beuve-Mery se positionne plus contre tandis que les deux suivants sont satisfaits du rejet⁵³. Par le biais de son directeur en 1954, Jean-Marie Domenach, *Esprit* se positionne clairement en opposition avec le MRP qui soutient le projet⁵⁴.
- 28 Deux thèmes principaux motivent le refus de la CED : la rhétorique selon laquelle le projet d'armée européenne constitue une étape nécessaire du *spillover* et le refus du réarmement allemand dans le contexte de la Guerre froide. En mai 1954, un éditorial signé « *Esprit* » dénonce alors la « première mystification [qui] fut d'accrocher la CED au pool charbon-acier, pour la faire bénéficier, par un transfert frauduleux, des espoirs placés dans une tentative pacifique d'association économique⁵⁵ ». Cela conduit au second argument, davantage mis en avant, le refus du réarmement allemand : « Il est plus loyal et plus fort de fonder notre refus de la CED sur le refus du militarisme allemand », poursuit l'éditorial d'*Esprit*, tandis que Dzelepy, collaborateur des *Temps modernes*, participe de la hantise du supposé militarisme germanique en dénonçant la « crainte bien fondée [du] réarmement de l'Allemagne revancharde et la renaissance du danger allemand ». Le projet de la CED est donc clairement assimilé à une intention belliqueuse dans le contexte de la Guerre froide et les collaborateurs des *Temps modernes* soulignent la tutelle américaine sur le projet par le biais du SHAPE (*Supreme Headquarters Allied Powers in Europe*), antenne de l'OTAN pour l'Europe. Ainsi, l'armée européenne apparaît être une trahison à l'égard de l'idéal pacifique européen. La revue dirigée par Sartre salue alors l'action de Pierre Mendès France qui contribue à faire échouer la CED⁵⁶. Mais ce refus n'est pas celui de l'Europe.

Pour une autre Europe

- 29 Le refus de la CED n'est en effet pas synonyme de rejet de l'Europe mais est lié à la volonté de rester fidèle aux valeurs définies antérieurement. Jean Pouillon demande « qu'on ne dise pas qu'en rejetant la CED l'Assemblée nationale a pour longtemps rendu impossible l'unification européenne⁵⁷ ». D'ailleurs, en octobre 1954, 62 % des Français sont favorables à une construction européenne, alors que deux mois auparavant, en août, seuls 31 % des Français étaient favorables à la CED⁵⁸. Donc, à l'instar des *Temps modernes* et d'*Esprit*, les Français rejettent majoritairement la défense européenne sans être, pour autant, anti-

européens. Au contraire, pour Péju et Pouillon, « le refus de la CED signifiera une action positive pour l'Europe⁵⁹ » car cette dernière s'autonomise des États-Unis et affirme sa volonté de paix.

- 30 Par ailleurs, les intellectuels neutralistes des deux revues mettent l'accent sur le caractère inéluctable de la construction européenne : « L'Europe se fera : elle est inscrite dans l'évolution moderne », écrit Jean-Marie Domenach⁶⁰. Le projet européen ne désintéresse donc pas ces intellectuels et ce sont d'ailleurs souvent des personnalités de premier plan au sein des revues qui écrivent sur l'Europe : ainsi les trois directeurs – Jean-Paul Sartre pour *Les Temps modernes*, Emmanuel Mounier, puis Jean-Marie Domenach à *Esprit* – s'intéressent à cette question, ainsi que Jean Pouillon, cofondateur des *Temps modernes*, et Marcel Péju, qui devient secrétaire général de cette dernière revue à partir de 1953. L'« Europe » reste donc un leitmotiv des intellectuels neutralistes surtout dans le contexte de Guerre froide car, à leurs yeux, elle a un rôle central à jouer. Seule une profonde divergence de projets existe :

« Prenons-y garde. Nous sommes à un moment capital de l'histoire européenne. La fédération des peuples d'Europe, l'abandon des souverainetés nationales était jusqu'à maintenant le rêve le plus hardi des hommes de gauche ; il hanta les quarante-huitards, les communistes, les syndicalistes, Jaurès, Briand, et, à sa seule évocation, les modérés hurlaient à l'utopie ou explosaient de ce gros rire qui couvrait les anticipations de Victor Hugo. Nous avons tous recueilli notre part de ce rêve, et *Esprit* l'avait brandi comme parade suprême devant la menace de guerre. Aujourd'hui les États-Unis d'Europe ont pour eux toute la réaction, du général de Gaulle à W. Churchill, et le capitalisme européen finance le fédéralisme. Le mot qui a tant soulevé d'idéal, on compte sur lui pour réchauffer des cœurs sincères et entraîner une partie de la gauche européenne⁶¹. »

- 31 Ce sont sur ces mots que Jean-Marie Domenach conclut son article de novembre 1948 appelant à retrouver l'idéal trahi.

Conclusion

- 32 Les intellectuels des *Temps modernes* et d'*Esprit* ne tournent donc pas le dos à l'Europe, l'idée européenne précédant la réalisation. Au contraire, ce sont d'emblée de fervents partisans de celle-ci. Mais pour eux, l'Europe signifie un ensemble de valeurs parmi lesquelles la paix, le socialisme, la démocratie, valeurs héritées au moins en partie des intellectuels européistes des années 1930. Or, avec la construction européenne telle qu'elle se déroule dans les années d'après-guerre, les intellectuels neutralistes ne voient pas leur projet s'incarner. Au contraire, des entreprises jugées technocratiques sont réalisées. L'utopie européenne ne se traduit pas concrètement et les collaborateurs des deux revues adoptent alors une position uchronique, dénonçant les étapes de la construction européenne.

NOTES

1. Marc Ferro, « Préface » dans Lucien Febvre, *L'Europe. Genèse d'une civilisation. Cours au Collège de France (1944-1945)*, Paris, Librairie Académie Perrin, 1999, ici p. 9.
2. Jean-Luc Chabot, *Aux origines intellectuelles de l'Union Européenne : l'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, Grenoble, PU de Grenoble, 2005, notamment p. 16-17 ; Philippe Niogret, *La revue Europe et les romans français de l'entre-deux-guerres (1923-1939)*, Paris, L'Harmattan, 2004.
3. Les groupes Esprit sont des groupes qui servent notamment de lieux de discussion et de relais aux idées exprimées dans la revue (Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950)*, Paris, Seuil, 1975, p. 167).
4. Jean-Paul Sartre est le directeur de la revue, celui dont le nom apparaît sur la couverture, tandis que Maurice Merleau-Ponty en est le « directeur politique », celui qui s'occupe concrètement de la revue et des articles qui y sont publiés, en parallèle avec Simone de Beauvoir, en charge de la littérature.
5. Maurice Merleau-Ponty, *Parcours I*, Lagrasse, Verdier, 1997 [posthume], p. 74.
6. Robert Frank, « Les contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième Siècle*, n° 60, octobre-décembre 1998, p. 82-101.
7. Parmi les signataires se trouvent notamment Jean Baboulène, Simone de Beauvoir, Albert Béguin, Claude Bourdet, Albert Camus (qui n'est membre d'aucune des deux revues mais gravite autour des *Temps modernes* jusqu'en 1951), Jean-Marie Domenach, Georges Izard, Maurice Merleau-Ponty, Emmanuel Mounier ou Jean-Paul Sartre.
8. En effet, l'« appel à l'opinion internationale » renvoie dos à dos les États-Unis et l'URSS, les deux superpuissances étant perçues comme potentiellement belliqueuses. Voir Isabelle Corneloup, *Sartre et le cercle des Temps modernes face aux constructions européennes (1945-1954)*, mémoire de maîtrise sous la direction de René Girault, Université Paris I, 1985.
9. Emmanuel Mounier, « Déclaration de guerre », *Esprit*, n° 1, novembre 1948, p. 604.
10. Bien que la rédaction d'*Esprit* fût divisée à propos de la position à tenir au moment des accords de Munich en septembre 1938, la majorité des collaborateurs ont, à l'instar d'Emmanuel Mounier, dénoncé ces accords.
11. Ainsi, le « Premier appel à l'opinion internationale » stipule : « Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous tenons au contraire le pacifisme pour abstrait et inefficace, parce qu'il veut éviter [la guerre] à tout prix. Nous ne mettons pas la Paix au-dessus de tout. Mais nous croyons que c'est l'homme qui fait l'histoire et que *cette guerre-ci*, absurde et injustifiable, doit être évitée » (« Premier appel à l'opinion internationale », *Esprit*, n° 1, novembre 1947, p. 794).
12. E. Mounier, « Déclaration de guerre », [...], p. 605.
13. Jean-William Lapierre, « Plan Marshall et indépendance nationale », *Esprit*, n° 8, août 1948, p. 254.
14. « Premier appel à l'opinion internationale », p. 796.
15. Deux économistes, Pierre Uri et François Perroux, respectivement proches des *Temps modernes* et d'*Esprit*, écrivent sur l'économie européenne.
16. J.-W. Lapierre, « Plan Marshall et indépendance nationale », [...], p. 605.
17. Gilles Pécout (éd.), *Penser les frontières de l'Europe du XIX^e au XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2004.
18. Goulven Boudic, *Esprit 1944-1982. Les métamorphoses d'une revue*, Paris, Éditions de l'IMEC, 2005, p. 219.

19. Par exemple, en 1946, l'hebdomadaire *Dzis i Jutro (Aujourd'hui et demain)* reçoit un abonnement à *Esprit* tandis qu'en 1950, Jean-Marie Domenach envoie à un de ses confrères polonais deux des ouvrages de Mounier, *Le Personnalisme* et *Feu la chrétienté*.
20. Piotr H. Kosicki, « Les intellectuels polonais et la pensée de Mounier », *Vingtième Siècle*, n° 102, avril-juin 2009, p. 31-47.
21. Henri Bartoli, « De l'Europe et du monde », *Esprit*, n° 5, mai 1954, p. 656. Le livre est un réquisitoire contre l'Europe des Six.
22. *Ibid.*, p. 658.
23. « Premier appel à l'opinion internationale », [...], p. 796.
24. Jean-Luc Chabot, *Aux origines intellectuelles de l'Union Européenne*, notamment p. 27.
25. Emmanuel Mounier, « Déclaration de guerre », [...], p. 607.
26. En parallèle est créé le Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle qui comprend Domenach, Mounier, Rovin, Merleau-Ponty, Sartre, etc. Le but de ce comité est d'« encourager l'Allemagne démocratique ». Le projet européen proposé par les intellectuels de ce comité et du RDR est le même que pour l'Allemagne en changeant d'échelle (Emmanuel Mounier, « Un comité France-Allemagne », *Esprit*, n° 11, novembre 1948, p. 727).
27. Selon le mot de Jean-Paul Sartre cité par Annie Cohen-Solal, *Sartre*, Paris, Gallimard, 1985, p. 514.
28. Jean-Paul Sartre, « Qu'est-ce que la littérature ? », *Situations II*, Paris, Gallimard, 1948, p. 314-315.
29. Jean-Paul Sartre, « Défense de la culture française par la culture européenne », *Politique étrangère*, n° 3, juin 1949, p. 233-249. Cité par Michel Contat et Michel Rybalka (*Les Écrits de Sartre*, Paris, Gallimard, 1970, p. 212-215).
30. André Rhimbaut, « Les États-Unis et l'Europe », *Esprit*, n° 7, juillet 1947, p. 160.
31. Raymond Aron, gaulliste, est pro-européen et favorable à l'alliance avec les États-Unis tandis que Louis Aragon, communiste, est hostile à la construction européenne, considérée comme l'œuvre de la superpuissance occidentale et comme un instrument hostile à l'URSS.
32. T. M., « Complicité objective », *Les Temps modernes*, n° 34, juillet 1948, p. 5.
33. E. Mounier, « Déclaration de guerre », [...], p. 603.
34. Bernard Voyenne, « Le congrès fédéraliste de Rome », *Esprit*, n° 1, janvier 1949, p. 118-120.
35. Jean-Marie Domenach, « Quelle Europe ? », *Esprit*, n° 11, novembre 1948, p. 653.
36. *Ibid.*, p. 647.
37. *Ibid.*, p. 654.
38. Serge Berstein, Jean-Marie Mayeur et Pierre Milza (dir.), *Le MRP et la construction européenne*, Paris, Complexe, 1993.
39. Jean Babouïène, « L'Europe contre les attentismes », *Esprit*, n° 3, mars 1951, p. 398.
40. Arnold Mandel, « L'«Europe» à Strasbourg », *Esprit*, n° 10, octobre 1949, p. 609-610.
41. Charles Ronsac, « Les États-Unis américains d'Europe ne sont pas l'Europe », *Esprit*, n° 11, novembre 1948, p. 660.
42. Alain Berger est presque le seul collaborateur à écrire sur cette étape de la construction européenne, ce qui ne représente peut-être pas l'avis de toute la rédaction, bien qu'il n'y ait pas de chapeau introductif indiquant le contraire.
43. Alain Berger, « Significations du Plan Schuman », *Esprit*, n° 10, octobre 1950, p. 555.
44. Alain Berger, « Le pool et l'armée européenne », *Esprit*, n° 11, novembre 1952, p. 747-750.
45. Goulven Boudic, *Esprit 1944-1982 [...]*.
46. Jean-Marie Domenach, « La fausse Europe », *Esprit*, n° 4, avril 1953, p. 521.
47. *Ibid.*, p. 518.
48. J.-M. Domenach, « Quelle Europe ? », [...], p. 640.
49. Cité par Isabelle Corneloup, *Sartre et le cercle des Temps modernes [...]*, p. 55.
50. J.-M. Domenach, « La fausse Europe », [...], p. 518.

51. Raymond Aron et Daniel Lerner, *La Querelle de la C.E.D.*, Paris, Armand Colin, 1956. Pour les limites de l'expression aronienne : Philippe Buton, « La CED, L'Affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », *Vingtème siècle*, n° 84, octobre-décembre 2004, p. 43-59.
52. Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française, t. III : de 1871 à 1940*, Paris, PUF, 1972, p. 448.
53. Claude Estier, *La Gauche hebdomadaire (1914-1962)*, Paris, Armand Colin, 1962, p. 203.
54. Jean-Marie Domenach, « Le nouveau réarmement allemand », *Esprit*, n° 1, janvier 1954, p. 665.
55. [Editorial], « Contre la CED », *Esprit*, n° 5, mai 1954, p. 641.
56. Marcel Péju, « Pierre Mendès France ou les ambiguïtés », *Les Temps modernes*, n° 109, janvier 1955, p. 961. Après le rejet de la CED, *Les Temps modernes* retombent dans un quasi-mutisme à propos de l'évolution de la construction européenne. Seuls deux articles de Jean Pouillon en octobre 1954 et de Marcel Péju en janvier 1955 évoquent les suites de cette affaire. Ce relatif silence des *Temps modernes* après le rejet de la CED peut éventuellement s'expliquer par la conscience que le réarmement allemand est inéluctable : « On peut [...] soutenir que le réarmement se fera, bien qu'il soit absurde », prophétisent les collaborateurs de la revue. En janvier 1955, Marcel Péju conclut solennellement : « 287 députés [contre 256], la nuit du 31 décembre, votèrent la renaissance de la Wehrmacht. » Cela montre bien que l'opposition à la CED est surtout une opposition au réarmement allemand (Jean Pouillon, « Après la mort de la C.E.D. », *Les Temps modernes*, n° 106, octobre 1954, p. 385-397 ; Marcel Péju, « Pierre Mendès-France ou les ambiguïtés », *Les Temps modernes*, n° 109, janvier 1955, p. 961).
57. J. Pouillon, « Après la mort de la C.E.D. », [...], p. 389.
58. P. Buton, « La CED, L'Affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », [...], p. 51.
59. Marcel Péju et Jean Pouillon, « Chronique politique : l'armée "européenne" contre l'Europe », *Les Temps modernes*, n° 97, décembre 1953, p. 1102.
60. J.-M. Domenach, « La fausse Europe », [...], p. 529.
61. J.-M. Domenach, « Quelle Europe ? », [...], p. 652.

RÉSUMÉS

Après la Seconde Guerre mondiale, des intellectuels français s'intéressent à l'idée européenne malgré le discrédit porté par l'Europe nazie. Parmi ces intellectuels se trouvent notamment les collaborateurs d'*Esprit* et des *Temps modernes*. Ces derniers appellent de leurs vœux la construction d'une Europe reposant sur un socle de valeurs en partie héritées des projets intellectuels de l'entre-deux-guerres. Dans un contexte de guerre froide émergente, ils prônent une Europe neutraliste c'est-à-dire indépendante de l'Est et de l'Ouest, démocratique et socialiste. Toutefois, face aux premières étapes de la construction d'une Europe jugée technocratique, les intellectuels d'*Esprit* et des *Temps modernes* prennent leurs distances par rapport à celle-ci tout en proposant un projet alternatif, fidèle à leur vœu initial.

After the Second World War, some French intellectuals developed an interest in the European idea. Although for many the spread of Nazi domination in Europe during the Second World War had put discredit upon Europe, pro-European interest was still alive in existentialist milieu, such as *Esprit* and *Les Temps modernes*. These circles dreamt of building a Europe that would find its sources in values inherited from the intellectual projects of the inter-war period and from neutralism, a political and intellectual movement born in the after-war period. Nevertheless, the

intellectuals involved in these two journals distanced themselves from the first steps of European construction as they disapproved of its technocratic approach. Instead, they proposed an alternative project, consistent with their original idea.

INDEX

Index géographique : Europe, France

Mots-clés : intellectuels français, construction européenne, neutralisme

Index chronologique : années 1940, années 1950

Keywords : French intellectuals, European construction, neutralism, 1940s, 1950s

AUTEUR

STÈVE BESSAC-VAURE

Doctorant et allocataire-moniteur en histoire contemporaine

Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », Clermont Université, Université Blaise-Pascal, EA 1001